



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 3 juillet 2025

Zoom : Zone – La Chine, partenaire commercial et financier incontournable mais ambivalent des pays andins	2
Pays andins	3
Le Sénat états-unien approuve un projet de loi comprenant une taxe de 1 % sur les <i>remesas</i> .	3
Bolivie	3
S&P abaisse la note de crédit de la Bolivie à CCC- et alerte sur un risque de défaut.	3
Colombie	3
Moody's et S&P abaissent les notes de crédit de la Colombie.	3
La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,25 %.	4
Equateur	4
En mai, la dette de l'Equateur auprès de l'Institut Équatorien de Sécurité Sociale s'établit à 27,4 Md\$.	4
La BID a approuvé un prêt de politique publique de 400 M\$.	4
Pérou	5
Le mécanisme <i>Obras por Impuestos</i> a permis l'attribution de 114 nouveaux projets au cours du S1 2025.	5
Entre janvier et mai 2025, le mégaport de Chancay a permis de transporter pour plus de 777 M\$ de marchandises.	5
Suriname	5
Le dernier rapport du Conseil de surveillance économique du Suriname présente un panorama fragile de l'économie surinamaïse.	5
TotalEnergies acquiert une participation de 25 % dans le bloc pétrolier 53.	5
Venezuela	6
Au S1 2025, le bolivar s'est déprécié de 107 % par rapport au dollar états-unien.	6
En juin, les exportations de pétrole vers la Chine augmentent.	6

Zoom : Zone – La Chine, partenaire commercial et financier incontournable mais ambivalent des pays andins

En 2024, la Chine s'est imposée comme le premier partenaire commercial des pays andins avec 81 Md\$ d'échanges, soit 22,8 % du commerce extérieur de la région, devant les États-Unis (22 %) et l'Union européenne (11,6 %). Pékin est désormais le premier partenaire commercial de la Bolivie et du Pérou, et le deuxième de la Colombie, de l'Équateur et du Venezuela. Il se positionne comme un client stratégique pour les exportations andines, notamment pour les minerais (cuivre, lithium, or, argent), les hydrocarbures et les produits agro-piscicoles. Les exportations chinoises sont quant à elles tournées vers des biens manufacturés et d'équipement.

Cette relation reste marquée par un déséquilibre structurel : en 2024, la Chine a affiché un excédent commercial de +9,7 Md\$ avec la région, contre un excédent de +1,7 Md\$ pour les États-Unis et un déficit de -3,9 Md\$ pour l'UE. Seul le Pérou bénéficie d'un excédent (+9,5 Md\$). Ce déséquilibre résulte d'échanges asymétriques : les pays andins exportent des matières premières peu transformées, limitant les gains en valeur ajoutée.

La montée en puissance de la Chine s'appuie sur des accords de libre-échange, comme ceux conclus avec le Pérou (2010, modernisé en 2019 et en 2024) et l'Équateur (2024), ou encore sur des accords d'investissement, comme avec la Colombie (2008). **Elle s'accompagne d'une stratégie d'investissements croissants,** en particulier dans les secteurs extractifs et les infrastructures (transport, énergie, télécommunications), inscrits dans le cadre des Nouvelles routes de la soie. En mai 2025, la Colombie a rejoint à son tour cette initiative, ouvrant la voie à d'importants projets d'infrastructure, à l'image du métro de Bogotá. Le Pérou est déjà une destination privilégiée des IDE chinois (en 2023, 21 % des IDE Au Pérou sont d'origine chinoise) et a vu l'inauguration du mégaport de Chancay en novembre 2024, premier port des Amériques à intégrer officiellement les Routes de la soie. **Cette influence croissante irrite les États-Unis,** qui ont réagi vivement à l'annonce de l'adhésion colombienne, menaçant de bloquer tout financement international aux projets portés par des entreprises publiques chinoises dans la région. Des pressions similaires ont été exercées sur l'Équateur, sommé de respecter un accord interdisant l'usage de la 5G de Huawei.

Sur le plan financier, la Chine devient également un créancier central. En Bolivie, un accord signé en février 2024 introduit l'usage du yuan dans certaines transactions. Pékin est désormais le premier créancier bilatéral de la Bolivie et le deuxième de l'Équateur. Ce dernier a contracté 6,4 Md\$ de prêts entre 2007 et 2018, souvent gagés sur le pétrole, à des taux d'intérêt élevés (taux moyen de 6 %), alimentant une dépendance financière difficilement soutenable. Le Venezuela aurait, quant à lui, reçu jusqu'à 70 Md\$ de financements chinois en deux décennies, dont 10 Md\$ resteraient dus à ce jour.

La Chine se présente comme un partenaire stratégique mais ambivalent : source de financements et d'investissements à court terme, elle expose aussi les pays andins à des déséquilibres commerciaux durables, des dépendances financières et à des risques politiques croissants dans leur relation avec les États-Unis.

Pays andins

Le Sénat états-unien approuve un projet de loi comprenant une taxe de 1 % sur les remesas.

Le 1er juillet, le Sénat des États-Unis a approuvé le projet de loi budgétaire « **One Big Beautiful Bill Act** », approuvé par la Chambre des représentants fin mai (voir [nos précédentes brèves](#)). Parmi diverses mesures figure **une taxe sur les remesas (transferts de fonds, généralement envoyés par les migrants vers leur pays d'origine) à hauteur de 1 %**¹. Cette taxe, prévue à 5 % dans le projet de loi d'origine, abaissée à 3,5 % dans le texte approuvé par la Chambre des représentants, et à nouveau abaissée dans la plus récente version du texte, sera appliquée aux transferts de fonds en espèces ou par des "instruments similaires", comme les chèques de banque. En seront exemptés les paiements effectués à partir d'un compte bancaire aux États-Unis ou avec une carte bancaire émise dans le pays. Si le projet de loi est définitivement adopté, cette taxe s'appliquera aux transferts réalisés à partir du 31 décembre 2025.

En 2024, les remesas ont atteint 11,8 Md\$ (2,8 % du PIB, +17,4 % en g.a.) en Colombie ; 6,5 Md\$ (5,3% du PIB, x2 depuis 2020) en Equateur ; et 5 Md\$ (1,7 % du PIB, +11,2 % en g.a.) au Pérou. Pour ces trois pays, les remesas proviennent en majorité des Etats-Unis (53 % pour la Colombie, 74 % pour l'Equateur, 57 % pour le Pérou).

Bolivie

S&P abaisse la note de crédit de la Bolivie à CCC- et alerte sur un risque de défaut.

L'agence de notation financière **Standard & Poor's** a abaissé la note souveraine de la Bolivie de CCC+ à CCC-, avec une perspective négative. Cette décision traduit une inquiétude croissante quant à la capacité du pays à honorer ses engagements financiers à

partir de 2026, notamment en raison du poids élevé de sa dette extérieure, de son accès restreint aux marchés internationaux, de tensions politiques internes persistantes, d'une inflation en hausse et d'un écart croissant entre le taux de change officiel et le taux parallèle. S&P souligne également que les incertitudes politiques à l'approche des prochaines élections pourraient réduire la marge de manœuvre du gouvernement pour corriger les déséquilibres macroéconomiques. La perspective négative indique qu'un nouveau déclassement pourrait intervenir dans les six à douze mois si la situation extérieure venait à se détériorer davantage, compromettant la capacité de l'État à assurer le service de sa dette commerciale.

Colombie

Moody's et S&P abaissent les notes de crédit de la Colombie.

Le 26 juin, les agences de notation **Moody's** et **Standard & Poor's (S&P)** ont abaissé les notations souveraines de la Colombie, invoquant la détérioration des finances publiques du pays. Moody's a rétrogradé la note de Baa2 à Baa3 avec une perspective stable, citant le dépassement répété des limites fixées par la règle budgétaire et la suspension de celle-ci pour trois ans. Néanmoins, l'agence salue l'intention du gouvernement de présenter une réforme fiscale structurante, facteur qui soutient le maintien d'une perspective stable. S&P a abaissé la notation de la dette à long terme de la Colombie, à la fois en devises étrangères (de BB+ à BB) et en monnaie locale (de BBB- à BB+), et en lui attribuant une perspective négative. L'agence met en cause le creusement du déficit, la perte de confiance des investisseurs et l'alourdissement de la charge des intérêts de la dette, qui affaiblissent les perspectives économiques. À la suite de cette dégradation, **les obligations souveraines colombiennes ont été exclues de l'indice Bloomberg Global**

¹ [Lien vers le texte de loi.](#)

Aggregate, qui regroupe les obligations jugées sûres à l'échelle mondiale.

La Banque centrale maintient son taux directeur à 9,25 %.

Le 27 juin, le conseil d'administration de la Banque centrale colombienne a décidé de maintenir son taux directeur à 9,25 %, adoptant une position prudente face à la situation économique et budgétaire du pays. Quatre des sept membres ont voté pour le statu quo, tandis que les trois autres étaient favorables à une baisse du taux. Malgré un léger recul de l'inflation (de 5,2 % à 5,1 % entre avril et mai), la Banque centrale souligne la rigidité de certains prix et des anticipations d'inflation toujours supérieures à l'objectif de 3 %, justifiant ainsi le maintien d'une politique monétaire restrictive. Elle a également pris en compte l'aggravation du déficit budgétaire prévu pour 2025 et les incertitudes géopolitiques et financières internationales. **La Banque prévoit une pause prolongée dans la baisse des taux, avec un taux attendu à 8,50 % fin 2025 et 7,75 % fin 2026.**

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	1,3%	35,9%	1694
Change USD/COP	-1,5%	2,1%	4006
Change EUR/COP	-13,9%	-3,1%	4073
Prix du baril (Brent, USD)	1,7%	-16,9%	69,01

Equateur

En mai, la dette de l'Equateur auprès de l'Institut Équatorien de Sécurité Sociale s'établit à 27,4 Md\$.

La dette de l'État équatorien auprès de l'Institut Équatorien de Sécurité Sociale (IESS) a atteint 27,4 Md USD en mai 2025, selon le président du directoire de l'IESS. Ce montant aurait augmenté de 3,1 Md\$ depuis novembre 2024, lorsque la dette s'établissait à 24,2 Md\$.

Environ 20 Md\$ correspondent au capital, le reste correspondant aux intérêts. Ce chiffre n'est pas reconnu par le ministère de l'Économie et des Finances, qui souhaite un audit complet de la dette. Un accord de paiement sur dix ans est en cours de négociation entre l'IESS et l'État, dans l'esprit de la loi votée en juillet 2024 et qui avait fixé un délai jusqu'à mars 2025 pour conclure un accord. La dette, qui équivaut à près de 22 % du PIB, s'est accumulée depuis janvier 2012, principalement en raison des dépenses liées au système de santé, notamment pour les retraités et les malades graves. Elle comprend aussi les retards de paiement de l'État au titre de ses obligations envers les pensions, les remboursements de TVA et d'autres engagements financiers.

La BID a approuvé un prêt de politique publique de 400 M\$.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a approuvé un prêt de politique publique de 400 M\$ afin de soutenir le gouvernement dans la lutte contre l'insécurité. L'objectif général de cette opération est de contribuer à renforcer les capacités de l'État, et à réduire la violence criminelle et les flux financiers illicites. Il s'agit de la première d'une série de deux opérations de prêt, qui participeront à la consolidation budgétaire du pays en 2025. Les réformes visent à : i) renforcer la capacité institutionnelle pour prévenir le recrutement d'enfants et d'adolescents par des groupes criminels ; (ii) améliorer les capacités d'intégration et de coopération de la police pour relever les défis posés par la criminalité organisée ; (iii) renforcer la capacité institutionnelle à lutter contre le blanchiment d'argent et promouvoir la confiscation des avoirs provenant d'activités illicites ; et (iv) renforcer la capacité institutionnelle à réduire l'exploitation minière illégale.

Pérou

Le mécanisme *Obras por Impuestos* a permis l'attribution de 114 nouveaux projets au cours du S1 2025.

Au S1 2025, le mécanisme *Obras por Impuestos* (Oxi ou « Travaux contre impôts ») a permis l'attribution de 114 nouveaux projets, pour un montant total de 378 M\$. Le nombre de projets attribués et le montant des investissements ont été multipliés par quatre par rapport au S1 2024. Cette augmentation résulte notamment de la confiance renouvelée du secteur privé, comme en témoigne la participation de 52 nouvelles entreprises depuis le début de l'année. De plus, les gouvernements régionaux et locaux, désormais dans leur 3^{ème} année de mandat, ont renforcé leur expertise et leur confiance dans l'utilisation de ce mécanisme. Ils concentrent à eux seuls 52 projets pour un montant de 206 M\$, soit 55 % du total engagé.

Entre janvier et mai 2025, le méga-port de Chancay a permis de transporter pour plus de 777 M\$ de marchandises.

Par ailleurs, entre janvier et mai 2025, les exportations péruviennes transitant par Chancay ont atteint 286 M\$. Si ce chiffre ne représente que 0,8 % des exportations totales du pays, il reflète néanmoins une dynamique positive. Ces volumes témoignent du rôle croissant que joue cette infrastructure dans la connexion du Pérou avec les autres marchés clés, tout en générant de nouvelles opportunités économiques et logistiques. Durant cette période, 6 327 déclarations d'importation ont été enregistrées, pour une valeur totale dépassant les 477 M\$. Les principaux pays d'origine des marchandises importées sont la Chine, l'Argentine, le Mexique, les États-Unis et la Russie. Du côté des exportations, 4 552 déclarations ont été traitées. Les principales destinations de ces

exportations comprennent les Pays-Bas, la Chine, l'Espagne, les États-Unis et le Chili.

Suriname

Le dernier rapport du Conseil de surveillance économique du Suriname présente un panorama fragile de l'économie surinamaïse.

Le Conseil de surveillance économique du Suriname a récemment publié son 22^{ème} bulletin économique, indiquant que **l'économie surinamaïse connaît une stabilisation partielle, marquée par une inflation en net recul** (6 % en g.a. en mai, son plus bas niveau depuis des années) et une légère reprise du secteur bancaire. Toutefois, **ces progrès restent fragiles et insuffisants pour assurer une trajectoire durablement positive : la croissance économique reste faible (+0,5 % en 2024)**, concentrée dans le transport et le commerce et sans diffusion vers d'autres secteurs, limitant la création d'emplois et la progression du pouvoir d'achat, déjà affaibli par la hausse des prix des importations essentielles.

Par ailleurs, le rapport souligne que **les déséquilibres budgétaires restent préoccupants** : les dépenses publiques ont creusé un important déficit, et la dette publique atteint désormais 108,6 % du PIB. Cette situation alimente une forte expansion de la masse monétaire, contribuant à la dépréciation continue du dollar surinamaïse. Le niveau des réserves de change reste stable (1,6 Md\$, soit 7,6 mois d'importations), mais pourrait se détériorer en cas de persistance des déséquilibres ou d'instabilité politique.

TotalEnergies acquiert une participation de 25 % dans le bloc pétrolier 53.

TotalEnergies a annoncé l'acquisition d'une participation de 25 % dans le bloc pétrolier 53 au large du Suriname, consolidant sa position aux côtés de ses partenaires APA (45 %,

opérateur) et Petronas (30 %). Ce bloc *offshore* est adjacent au bloc 58, où TotalEnergies est déjà engagé avec APA, et où une décision d'investissement estimé à 10,5 Md\$ a été prise en octobre 2023 pour développer le projet *GranMorgu*, contenant plus de 700 millions de barils de ressources récupérables. Dans le bloc 53, une découverte a été faite sur le puits Baja-1, situé à la limite du bloc 58, renforçant le potentiel de la zone.

Venezuela

Au S1 2025, le bolivar s'est déprécié de 107 % par rapport au dollar états-unien.

Entre le 2 janvier et le 30 juin 2025, le bolivar (VES) s'est fortement déprécié, passant de 52 à 108 VES/USD, soit une perte de plus de 100 % de sa valeur. Bien que les analystes aient observé un ralentissement de cette tendance au cours de la dernière semaine de juin, ils estiment que la volatilité du taux de change devrait se maintenir au second semestre, avec une poursuite de la dépréciation. Selon eux, cette dynamique pourrait accentuer les pressions inflationnistes dans les mois à venir, sans toutefois atteindre les niveaux observés en 2017.

En juin, les exportations de pétrole vers la Chine augmentent.

Suite au durcissement des sanctions états-uniennes visant le secteur pétrolier vénézuélien et empêchant les exportations de pétrole vers les Etats-Unis ou l'Union européenne, **PDVSA (compagnie d'exploitation pétrolière publique au Venezuela) a augmenté ses exportations vers l'Asie via des intermédiaires qui concluent des accords avec des raffineurs indépendants en Chine.** Selon les document internes de PDVSA consultés par Reuters, en juin, 27 pétroliers ont transporté 884 000 barils de pétrole brut et de produits raffinés vers la Chine, ainsi que 233 000 tonnes de sous-produits et de produits pétrochimiques, soit 8 % de plus qu'au mois de mai.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)